



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie Septembre 2026

Secteur public

Le Parlement rétablit l'adhésion obligatoire à la Chambre médicale

Le Parlement hongrois a adopté, par 135 voix contre 50, sans abstention, une loi rétablissant l'adhésion obligatoire aux chambres professionnelles de santé. Pour les médecins, les dentistes et certains autres professionnels de santé, l'adhésion à la chambre professionnelle compétente redevient une condition d'exercice.

La réforme rétablit également plusieurs prérogatives de la Chambre médicale hongroise (MOK), notamment son rôle consultatif sur les textes législatifs concernant la santé, les recommandations professionnelles ainsi que certaines compétences en matière de règles et de procédures éthiques.

Le gouvernement présente ces changements comme visant à renforcer la représentation et l'autonomie professionnelle des professionnels de santé et à contribuer à une prise en charge de qualité et sûre. La mesure intervient dans un contexte de pénurie persistante de personnel dans les établissements hospitaliers.

Une nouvelle grille salariale envisagée pour les personnels de santé non médecins

Une nouvelle grille salariale pourrait prochainement concerner 80 000 à 90 000 professionnels de santé non médecins en Hongrie. Selon Zoltán Balogh, président de la Chambre hongroise des professionnels de santé (MESZK), le système introduit en 2024 devrait être davantage différencié afin de mieux prendre en compte l'ancienneté et le niveau de qualification. Des discussions sont en cours entre les ministères de la Santé et des Finances et un nouveau modèle a déjà été testé dans plusieurs hôpitaux. La MESZK souhaite une entrée en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2027, voire dès décembre, mais aucune date définitive n'a encore été fixée.

Selon les données de la NEAK pour janvier-août 2026, le salaire brut mensuel moyen des médecins du secteur public atteignait environ 2,03 M HUF (5 520 EUR), contre 760 000 à 770 000 HUF (2 065–2 090 EUR) pour les personnels soignants. Le médecin le mieux rémunéré percevait en moyenne 9,62 M HUF (26 150 EUR) par mois, contre 4,4 M HUF (11 960 EUR) pour le personnel soignant le mieux rémunéré. Ces montants incluent les primes et rémunérations variables.

La Hongrie lance un programme de réduction des listes d'attente hospitalières

Les listes d'attente pour certaines interventions chirurgicales continuent de s'allonger en Hongrie. Au 21 septembre 2026, 38 988 patients attendaient depuis plus de 60 jours une opération de la cataracte, une prothèse de genou ou une prothèse de hanche (21 921 pour une prothèse de genou, 10 603 pour une prothèse de hanche et 6 464 pour une opération de la cataracte). Le nombre de patients concernés a augmenté de 9,45 % depuis juin, où 35 623 personnes figuraient sur ces trois listes.

Pour réduire ces délais, le gouvernement lance à partir du 1^{er} octobre un nouveau programme visant à mieux utiliser les capacités opératoires existantes, notamment en organisant des interventions supplémentaires l'après-midi et, lorsque les capacités le permettent, le week-end. Celles-ci seront financées à 1,3 fois le tarif habituel, dont 80 % devront être redistribués aux professionnels participant aux interventions. Les hôpitaux feront également l'objet d'une analyse individuelle afin d'identifier les principaux points de blocage dans l'utilisation des blocs opératoires. Les patients inscrits depuis plus de

12 mois seront contactés afin de vérifier qu'ils attendent toujours une intervention et qu'ils n'ont pas été opérés entre-temps dans un autre établissement.

Le gouvernement prévoit également de revoir certains protocoles de prise en charge et vise une réduction significative des délais d'attente d'ici fin 2027.

L'NNGYK veut renforcer la prévention et le dépistage

Le système hongrois de santé publique fait face à d'importantes difficultés de ressources humaines : en huit ans, les effectifs du Centre national de santé publique et de pharmacie (NNGYK) ont diminué d'environ 36 %, alors que ses missions se sont multipliées et complexifiées. Selon la médecin-chef nationale, Oroszi Beatrix, une réorganisation du système et un renforcement de la présence territoriale sont nécessaires pour améliorer la prévention.

Elle soutient notamment l'idée de permettre la vaccination dans les pharmacies, en particulier contre la grippe et le Covid-19, afin d'améliorer l'accès aux vaccinations des adultes.

L'NNGYK travaille également à une révision des programmes de dépistage et doit formuler des propositions d'ici au 31 décembre.

Une nouvelle procédure nationale vise par ailleurs à lutter contre l'augmentation de la syphilis congénitale: 91 cas ont été enregistrés en 2025 et déjà 100 au cours des huit premiers mois de 2026. Depuis le 1^{er} septembre 2026, un deuxième dépistage doit être réalisé chez les femmes enceintes entre la 24^e et la 28^e semaine de grossesse, en complément du dépistage du premier trimestre. Pour les femmes n'ayant pas bénéficié d'un suivi de grossesse ou présentant un risque élevé, un test rapide doit être réalisé au moment de l'accouchement. En cas de résultat positif, une prise en charge immédiate de la mère et du nouveau-né, notamment par antibiothérapie, doit être mise en place. Le nouveau protocole couvre l'ensemble du parcours, du dépistage au traitement, à la prise en charge des partenaires et au suivi du nouveau-né.

Enfin, les données relatives aux infections nosocomiales sont désormais accessibles au public, avec de nouveaux indicateurs prévus notamment sur les infections à bactéries résistantes et les infections sanguines.

La Hongrie envisage de dédier 95 M EUR pour développer l'IA dans la santé et les sciences de la vie

La Hongrie envisage de consacrer 35 Mds HUF (environ 95 M EUR) au développement de l'intelligence artificielle dans la santé et les sciences de la vie, a annoncé Péter Horváth, secrétaire d'État à la politique scientifique et à l'innovation, lors de l'AI Summit de Budapest. L'enveloppe envisagée se répartirait entre 20 Mds HUF (54 M EUR) pour le secteur de la santé et 15 Mds HUF (41 M EUR) pour les sciences de la vie. Les négociations sur ce financement seraient dans leur phase finale. Le projet prévoit notamment la création d'un laboratoire numérique de recherche reposant sur 12 agents d'IA spécialisés, capables d'analyser la littérature scientifique, les tendances de recherche et de contribuer à la formulation de nouvelles hypothèses. Le gouvernement souhaite notamment exploiter les importantes bases de données de santé disponibles en Hongrie pour développer des applications dans le diagnostic, la recherche médicale et les traitements personnalisés. Un programme destiné à environ 10 000 lycéens doit également contribuer à renforcer les compétences dans le domaine de l'IA.

Secteur pharmaceutique

Le NEAK veut réformer en profondeur le financement des soins et des médicaments

Le nouveau directeur général du NEAK (Caisse nationale d'assurance maladie), Zoltán Kaló, souhaite transformer l'organisme, qui gère notamment le budget du Fonds d'assurance maladie, d'environ 5 000 Mds HUF (13,6 Mds EUR), pour en faire un acheteur de soins davantage centré sur le patient et fondé sur la valeur, plutôt qu'un simple organisme payeur. Dans le secteur pharmaceutique, le NEAK prévoit notamment des mécanismes de financement fondés sur les résultats, avec un remboursement lié aux bénéfices thérapeutiques effectivement obtenus. Il souhaite également renforcer les négociations avec les laboratoires : selon son directeur, certains médicaments seraient achetés en Hongrie jusqu'à 2,5 fois plus cher que dans certains pays d'Europe occidentale. Des négociations conjointes avec les pays du groupe de Visegrád sont envisagées pour les médicaments très coûteux, tandis que les génériques et biosimilaires devraient occuper une place plus importante dans les dépenses de santé.

Le NEAK veut également développer une approche fondée sur la valeur dans les établissements de santé, en tenant compte notamment de la satisfaction des patients et des complications. Un coordinateur chargé de renforcer la représentation des patients a par ailleurs été nommé.

Depuis la reprise, fin juillet, des missions de la Fondation Batthyány-Strattmann László, le NEAK traite l'arriéré de demandes individuelles de prise en charge de médicaments et prévoit un nouveau système permettant aux patients et aux médecins de suivre leurs dossiers.

Enfin, l'organisme souhaite renforcer ses capacités d'analyse et exploiter davantage son patrimoine de données et l'intelligence artificielle pour appuyer les décisions de financement. Selon Zoltán Kaló, le système hongrois de remboursement des médicaments pourrait être profondément transformé au cours des deux à trois prochaines années.

L'entrée en vigueur du nouveau droit de prescription est reportée à 2027

Le gouvernement a reporté au 1^{er} janvier 2027 l'entrée en vigueur de nouvelles règles permettant, dans certaines conditions, aux pharmaciens et aux infirmiers diplômés à compétences élargies de prescrire certains médicaments bénéficiant d'un remboursement par l'assurance maladie. Le dispositif, initialement prévu pour le 1^{er} octobre 2026, vise principalement à faciliter l'accès aux traitements des patients atteints de maladies chroniques et nécessitant un traitement continu. La prescription ne pourra toutefois intervenir que sous des conditions strictes : le médicament devra notamment avoir déjà été prescrit par un médecin au cours des six derniers mois, pour une quantité correspondant à au moins 120 jours de traitement, et aucun autre renouvellement médical ne devra être actif dans le système électronique EESZT. La prescription sera limitée à 30 jours de traitement et ne concernera pas les médicaments stupéfiants ou psychotropes. Le report est officiellement justifié par la nécessité de prévoir un délai supplémentaire de préparation afin de garantir la sécurité des patients.

La livraison à domicile des médicaments reste peu développée en Hongrie

Malgré une forte utilisation du numérique, la livraison à domicile de médicaments reste très peu développée en Hongrie. Selon une étude d'Inspira Research et Opella, elle ne représente que 0,2 % des achats de médicaments, contre 20 % en Allemagne et 10 % en République tchèque. L'automédication est toutefois largement répandue : 70 % des adultes ont acheté des médicaments sans ordonnance au cours des trois derniers mois. Le potentiel de développement de la livraison à domicile de médicaments sans ordonnance apparaît important : près de la moitié des personnes interrogées se déclarent intéressées par ce service. Les contraintes réglementaires constituent toutefois un frein majeur au développement de ces services. Opella appelle ainsi à un dialogue avec les pouvoirs publics afin de définir un cadre conciliant sécurité pharmaceutique, accessibilité et développement de la livraison à domicile.

Industrie pharmaceutique

L'État hongrois reprend une participation de 10 % dans Richter

À la suite de la dissolution des fondations de gestion d'actifs d'intérêt public (KEKVA), l'État hongrois a repris la participation détenue par la fondation du Mathias Corvinus Collegium (MCC) dans le groupe pharmaceutique Richter Gedeon, soit 18,64 millions d'actions représentant 10 % des droits de vote. Cette participation donne droit à environ 12 Mds HUF (32,6 M EUR) sur les 120 Mds HUF (326 M EUR) de dividendes décidés par Richter au titre de 2025. L'opération marque le retour d'une participation significative de l'État au capital du groupe, cinq ans après le transfert de ses actions à une fondation.

*Sources : Economx, 24.hu, Nouvelle Gazette, HAC, MTI, Index, Telex, Portfolio, Népszava, HVG
Taux officiel MNB disponible au 29 septembre 2026 : 1 EUR = 367,98 HUF*

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.